

Introduction : Florence Faucher et Joëlle Zask

Cet atelier regroupe quatre interventions qui explorent « les effets individuels de la participation » sur les citoyens et recourent pour ce faire à des approches quantitatives (enquêtes par questionnaires) et qualitatives (entretiens et observations) dans des contextes institutionnels divers : démocratie directe en Suisse, expérimentation participative régionale en Rhône-Alpes, procédure d'enquête publique sur un aménagement et expression du rapport à la démocratie dans un quartier urbain en mutation. De manières contrastées, les quatre contributions montrent qu'il est important d'interroger non seulement pour identifier les conditions dans lesquelles ils apparaissent effectivement mais aussi pour cerner les motivations des individus en ce qui concerne leurs engagements dans certains collectifs. Le sentiment d'efficacité politique est une variable régulièrement prise en compte dans les enquêtes portant sur les motivations et les déterminants de la participation politique. Laurent Bernhard montre que plus la démocratie fonctionne concrètement dans des relations où les participants sont directement impliqués, plus ils se sentent efficaces, c'est à dire plus ils ont le sentiment d'avoir pesé effectivement sur les décisions qui ont été prises. Benoît Feidél met en évidence, à partir d'observations et d'entretiens autour de projets d'aménagement du territoire comment le fait de se sentir émotionnellement impliqué est lié à la propensité à s'engager. Il souligne le rôle souvent négligé des émotions dans l'éventail des motivations d'une mobilisation et leur part dans l'articulation d'un conflit. Par ailleurs il montre comment le processus délibératif permet précisément la résolution de ces conflits grâce à la gestion de ces émotions. Guillaume Gourgues et Jessica Sainty analysent les conditions, c'est à dire les dispositifs participatifs qui favorisent l'émergence d'un « concernement » personnel en politique. Ils explorent l'impact de l'offre de participation sur la prépondérance à participer. Finalement, Hélène Hatzfeld met en évidence que, dans les actes participatifs, se jouent à la fois une critique de la légitimité des acteurs qui prétendent agir au nom des citoyens qu'ils représentent tout en les tenant à l'écart des décisions, et l'instauration d'une nouvelle légitimité. Cette nouvelle légitimité forme le socle subjectif sur lequel reposent les engagements individuels.

A cet axe transversal, on peut ajouter deux autres lignes directrices présents dans les quatre interventions. L'une concerne le rapport entre le niveau individuel et le niveau collectif de la participation. Comment les individus sont-ils amenés à participer et quels sont les effets de la participation ? En quoi les expériences concrètes nous aident-elle à réfléchir à la démocratie participative comme modèle théorique praticable ? La seconde ligne porte sur les liens entre le niveau local et l'engagement participatif des citoyens. De fait, c'est la plupart du temps en fonction de gouvernance locale ou d'aménagement du territoire local que se posent les questions de participation, parce que c'est généralement à ce niveau que se déploient des expérimentations de démocratie directe ou délibérative. C'est d'ailleurs dans le cadre de la localité qu'elles se sont historiquement précisées. Cet aspect est implicite dans ces contributions et pourrait être abordé plus frontalement, tant il est vrai que les problèmes à venir, notamment les problèmes environnementaux, industriels et financiers, se situent à un niveau qui est à la fois local et planétaire. En quoi la pratique participative pourra-t-elle contribuer à adapter nos systèmes représentatifs aux exigences et aux urgences du monde de demain ? Le « citoyen de l'univers » que Voltaire appelait de ses vœux pourrait-il avoir une place dans une « démocratie participative » ?